Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 26 OCTOBRE 1979 - N° 981 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

Euskadi et Catalogne : référendum sur l'autonomie

Ce jeudi 25 octobre, on vote en Catalogne et au Pays Basque sur le statut d'autonomie. Pour les deux nationalités, il ne fait aucun doute qu'une majorité se prononcera pour le oui. Contrairement à la Catalogne, en Euskadi, les partisans du non représentent une fraction non négligeable de la population. Nous publions aujourd'hui à titre de documents, les points de vue contradictoires d'un militant de EIA (coalition Euskadiko Ezkerra) et celui d'un militant de Hasi (coalition Herri Batasuna) l'un partisan du référendum, l'autre y étant opposé.

LIRE EN PAGE 5

Nikitine, syndicaliste soviétique, condamné

Nicolas Nikitine, membre du deuxième syndicat libre d'URSS le SMOT, vient d'être condamné à un an et demi de camp. La mobilisation internationale a empêché une peine plus lourde.

LIRE EN PAGE 8

Dans *le Quotidien du Peuple* du samedi 27 octobre

Pouvoir de l'information : information du pouvoir

Notre dossier :

Hôpitaux : l'étranglement financier

Alsthom, 5e semaine d'occupation

Puissante manifestation à Belfort

C'est par une manifestation encore plus puissante que celle d'il y a moins de 15 jours que les travailleurs et la population de Belfort ont apporté leur soutien à la lutte engagée par les travailleurs d'Alsthom et qui entre dans sa cinquième semaine. Des travailleurs sont venus de diverses entreprises de Franche-Comté. Il y avait aussi des délégations de plusieurs usines d'Alsthom : Saint-Ouen, Saint-Nazaire,...

La direction refuse toujours de négocier. Elle mise actuellement sur la répression et sur un pourrissement de la lutte pour briser la combativité des grévistes. Côté répression, la direction attendait un jugement en sa faveur de la Cour d'appel de Besançon qui devait statuer ce jeudi sur l'évacuation de l'usine que le tribunal de Belfort avait refusée le 12 octobre. Côté pourrissement, les grévistes ne sont pas disposés, malgré la longueur de la lutte, à céder sur leurs revendications. Mardi prochain, les travailleurs de tout le groupe sont appelés par les syndicats à manifester à Paris, devant le siège social d'Alsthom.

A Saint-Ouen, jeudi matin, les ouvriers d'Alsthom en grève ont retenu le patron d'Alsthom-Unelec sur la place de la mairie. Auparavant, celui-ci, accompagné des cadres de l'entreprise, avait tenté de rameuter les non-grévistes. Samedi et dimanche, une journée portes-ouvertes aura lieu, commençant samedi, avec la partie artistique le soir et le dimanche, poursuite de la journée avec visite de l'usine et débats.

GRENOBLE : 12 USINES DE MERLIN-GERIN OCCUPEES

LIRE EN PAGE 3

COMMENT MOSCOU A MIS LA MAIN SUR L'ETHIOPIE

Addis-Abeba : la répression du DERG contre les masses est continue. L'encadrement de la population, auquel participent des conseillers est-allemands, est supervisé pour une part par les Soviétiques qui élaborent aussi les plans d'agression contre l'Erythrée.

LIRE EN PAGE 6

Gravelines : EdF décide de charger le réacteur

Mercredi soir, la direction d'EdF a annoncé sa décision de procéder au chargement de combustible du réacteur n° 1 de la centrale de Gravelines, ce malgré les fissures découvertes il y a un mois. Pour EdF, *«ces défauts ne posent pas de problèmes sur le plan de la sûreté»*. La section CFDT de la centrale proteste contre cette décision et appelle à la grève pour empêcher l'opération.

■

LUTTES OUVRIERES

• Luttes dans la région stéphanoise

Les travailleurs des Bennes Marrel à Andrézieu sont en lutte pour les salaires et les conditions de travail. On dénombre une quarantaine de luttes plus ou moins dures dans la région stéphanoise. Les agents de la Caisse d'Epargne de St-Etienne de leur côté sont en grève depuis plus de 25 jours.

• Manifestation de jeunes agriculteurs

En début de semaine, deux cent jeunes agriculteurs manifestaient dans le département de l'Ariège en lâchant dans la cour de la préfecture des moutons. Ils ont également bloqués l'entrée de la ville avec des tracteurs. Ils demandent l'arrêt des importations d'ovins de pays non nembres de la communauté.

Licenciements suspendus à la FNAC

Après une manifestation commune des établissements parisiens de la FNAC les licenciements de trois délégués de la FNAC Etoile ont été suspendus.

Les travailleurs de Chedde obtiennent 960 F

A Chedde, en Haute-Savoie, les sections CGT et CFDT de Sers (filiale de PUK) luttaient pour une prime annuelle de 1500 F. Le patron vient de leur en accorder 960.

Grève de 24 heures à Air France

Debut novembre, les syndicats du personnel d'Air France appelleront le personnel à un arrêt de travail de 24 heures. La direction refusant de discuter augmentation de salaires et maintien de l'emploi.

■

Durcissement de la lutte des ardoisiers

DEPUIS PLUSIEURS JOURS LES ARDOISIERS OCCUPENT LES DEPOTS D'ARDOISE D'ESPAGNE

Mardi matin, l'Intersyndicale proposait au cours de l'AG d'occuper le dépôt d'ardoise importé d'Espagne.

Cette action est une riposte au refus de la direction de recevoir les grévistes malgré la puissante manifestation dans les rues d'Angers.

Cette action donne de nouvelles perspectives au mouvement.

UNE JOURNEE «PORTES OUVERTES» EN PROJET

L'intersyndicale projette une journée portes ouvertes le week-end prochain. Notons que cette initiative est sans précédent aux ardoisières. Un comité de soutien a été mis sur pied qui a déjà obtenu, grace à une intervention auprès de la municipalité de Trélazé que la cantine soit gratuite pour les enfants des grévistes pendant deux semaines. Une possibilité d'échelonnement du paiement des impôts a également été obtenue.

«IL FAUDRAIT PRESQUE TOUT CHANGER»

Mercredi matin, lors de l'occupation d'un dépôt d'ardoises d'Espagne, on a pu entendre la conversation suivante :

- Le blocage de ce dépôt c'est une bonne chose mais qui aurait pu être faite il y a huit ou quinze jours.

- On ne pensait pas au départ que la situation serait tellement bloquée.

- Il faudrait plutôt débrayer deux heures par jour, cela ferait plus mal au patron. C'est comme les défilés, avant c'était pas mal, maintenant, on a l'impression que les patrons se foutent de nous.

- On a pensé aussi à l'occupation des chantiers mais pour que les grévistes restent en permanence, il faudrait quelque chose qui les motive...

- Ce qui est bien dans le blocage de ce dépôt, c'est que ça gêne les patrons et que c'est spectaculaire.

- De toute façon , si on bloque la sortie de l'ardoise pendant plusieurs jours, vous allez voir qu'ils vont envoyer les CRS.

- Ce serait bien pour notre mouvement que l'ensemble des mines du Nord se mette en grève, d'ailleurs, c'est déjà commencé.

- Moi, je ne comprends pas pourquoi ceux de la Thomson d'Angers ne sont pas partis alors qu'ils vont avoir des licenciements sous peu. On aurait pu manifester ensemble.

- Les houillères de La Mure sont aussi en grève mais c'est un peu comme pour nous, il y a peu de journaux qui en parlent.

- Ce qu'il faut bien voir, c'est que le gouvernement donne tous les droits aux patrons pour qu'ils ne cèdent pas sur nos revendications.

- Aux ardoisières, il faudrait remettre en cause toute la structure, il faudrait presque tout changer et d'abord la rémunération marchandage (le travail au rendement).

Deux vieux mineurs se joignent à la discussion.

- Depuis les années 60 et la modernisation des techniques, les cadences se sont accrues ?

- Par exemple dans les années 50, ceux qui étaient à l'atelier de fendage et de rondissage avaient 600 kg de pierre à débiter, c'était un quota fixe, eh bien après 60, les patrons n'ont plus tenu compte de cela. Il n'est pas rare de voir les gars qui débitent une tonne par jour. »

Ces discussions sur les conditions de la lutte et les conditions à remplir pour gagner marque un mûrissement de la réflexion chez les ardoisiers.

D'après correspondant ANGERS

non aux lois barre-bonnet-stoléru

français-immigrés SOLIDAIRES

MEETING

LE 26 OCTOBRE à 20 heures à la MUTUALITE

24 rue St-Victor Paris 5e **Métro Maubert-Mutualité**

organisé par le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste et le Parti Communiste Marxiste Léniniste

avec

- **interventions de travailleurs sur la construction de l'unité Français-Immigrés**
- **chants et musique :** *le groupe antillais MOUN'KIKA* *chants révolutionnaires de Kabylie avec IMAZIREN IMULA*
- **projection du film** *Voyage en capital* **de Ali Akika**

ضد القواعد بار.بوني.ولت.ستولرو

فرنسيين - مهاجرين متضامنين

Nous ne pouvons admettre que dorénavent l'accès au territoire national soit interdit aux immigrés dont la police juge que *«leur présence constituerait une menace pour l'ordre ou le crédit public»*.

Nous ne pouvons accepter qu'une partie de la classe ouvrière soit légalement parquée dans des camps d'internement administratif comme celui d'Arenc.

Nous ne pouvons accepter qu'un immigré possesseur de papiers non réglementaires soit expulsé comme un truand.

Enfin, nous ne pouvons accepter que sous prétexte d'une vague accusation de trouble à l'ordre public, tout ouvrier immigré soit en permanence sous le coup d'une expulsion.

C'EST POURQUOI NOUS REFUSONS LA LOI BONNET

Il sera encore plus difficile qu'avant pour un immigré d'obtenir la carte de résident privilégié.

Nous ne pouvons accepter qu'un ouvrier soit licencié et expulsé pour être entré (même un jour) en retard de ses congés.

Enfin, nous ne pouvons accepter que les immigrés soient expulsés après six mois de chômage ou parce que le nombre de chômeurs dans le département serait trop important selon le préfet.

C'EST POURQUOI NOUS REFUSONS LA LOI STOLERU (BARRE-BOULIN)

Ne nous y trompons pas, ces lois ne sont pas seulement des lois discriminatoires à l'encontre des ouvriers immigrés ; en s'attaquant à une partie importante de la classe ouvrière, elles visent en fait le tout. Opposons-nous de toutes nos forces à leur adoption par le parlement dans les semaines qui viennent !

Tous à la Mutualité vendredi soir !

Une douzaine d'usines Merlin-Gérin occupées à Grenoble

PRETS A UNE LONGUE LUTTE S'IL LE FAUT

De notre correspondant à GRENOBLE

UNE GREVE ORGANISEE

A F1 comme dans la plupart des usines occupées du groupe, l'occupation est effective jour et nuit.

Des grévistes ont passé la journée de mardi à réfléchir sur son organisation pour que le plus grand nombre participe activement à la lutte.

Dans l'usine, un panneau présente les informations sur l'organisation de la lutte. Les ouvriers se sont répartis en différentes équipes. Il y a la garde, le jour et la nuit, il y a l'équipe «prestations sociales» car Merlin, comme toutes les grosses boîtes, possède son propre service de sécurité sociale. Ce service était assuré à l'usine A pour que les travailleurs en lutte puissent toucher leurs prestations.

Il y a l'équipe «soutien financier» chargée non pas des collectes de masses, mais de réfléchir à ces questions et aux différentes démarches possibles auprès des municipalités, partis, établissements publics, pour obtenir une aide directe ou des réductions etc.

La commission popularisation tient une revue complète de la presse et rédige des tracts de popularisation.

Une équipe est chargée de la restauration, sandwiches, boissons, etc. Une équipe «animation» organise la projection de films. Il y a aussi une équipe «pointage», elle établit des cartes de grévistes en notant le temps de présence au service de la lutte. Cela sera pris en compte pour la répartition du soutien financier. Mesure efficace car mardi, il y avait une centaine de grévistes en plus qui participaient activement. Quels sont les liens entre les différentes usines occupées ?

On se téléphone bien sûr, on se visite aussi, on va voir des anciens camarades de travail. A S, l'entreprise est largement ouverte aux autres Merlin.

Les travailleurs ont d'ailleurs appelé les gars des autres boîtes à venir voir comment ils se sont organisés. Pour d'autres boîtes, à H par exemple, l'idée «chacun sur sa boîte» n'est pas encore balayée. Mais ce point de vue qui divise les travailleurs recule depuis que le patron organise les non grévistes pour faire le tour des boîtes et faire pression sur les piquets.

Ces initiatives témoignent de la combativité et de la détermination des Merlin à mener une lutte longue. Il le faut car la direction ne veut pas entendre parler de négociations tant que sont maintenus les piquets.

A LA SNECMA LA LUTTE S'AMPLIFIE CONTRE LE *«PRESENTEISME»*

Les métallurgistes de la SNECMA, à Corbeil, dans l'Essone, débrayaient la semaine dernière pour protester contre une clause de *«présentéisme»* qui figure dans la convention salariale signée par FO et la CGC. Suite à nos informations publiées dans le *Quotidien du Peuple* du 18 Octobre, des syndicalistes CGT et CFDT de la SNECMA de Villaroche nous ont apporté les précisions que nous publions ci-dessous.

Rappelons que la note P 611 du 26-9-79 vient d'instituer dans toutes les usines de la SNECMA (10 500 travailleurs) des mesures sans précédent pour encourager *«l'effort de productivité»* :

- Alors que le budget d'augmentations individuelles était de 2 % (1,7 % pour les cadres) par département, ce budget va maintenant être réparti par l'ordinateur selon le «présentéisme» des non-cadres. Ceci revient à diminuer le budget de tous les secteurs où il y a des absences pour maladie, accident (sauf longue durée), congés pour évènements de famille (sauf maternité), stages de formation professionnelle, délégations, absences pour vaccination, visite médicale obligatoire (...!) et jusqu'aux absences pour récupération d'heures supplémentaires !

- Le patron sera «très sélectif» pour choisir ceux qui auront une rallonge :

- *« tout absentéisme (toutes causes confondues) supérieur à 10 jours ouvrables par an, fait obstacle à une augmentation individuelle »* ;
- pas plus de 30 % de l'effectif de chaque secteur n'aura une rallonge en même temps ;
- Quant aux cadres, leur rôle de garde-chiourme va être renforcé car leur rallonge sera indexée sur le «présentéisme» de leurs subordonnés.

On devine la stupeur générale parmi les travailleurs. Une action a démarré pour protester contre ces mesures, à l'initiative de la CFDT et de la CGT. A Villaroche et Corbeil, la participation des travailleurs à plusieurs débrayages de une heure a dépassé les 50 %. Une manifestation à Corbeil, devant la préfecture, a réuni 3 000 travailleurs. L'action démarre aussi à Suresne et Gennevilliers.

Habilement, le patron n'applique pas encore ces mesures aux filiales (Hispano à Bois-Colombes et Sochater à Billancourt), ce qui rend plus difficile la mobilisation.

Une coordination CGT-CFDT inter-SNECMA vient de décider une manifestation centrale à Paris pour le jeudi 25 octobre : rassemblement à 10 h. 30 porte de Versailles, défilé rue de Vaugirard, Convention et Lecourbe, meeting, puis sit-in avec pique-nique devant le siège social de la SNECMA, bd Victor.

Une telle initiative unitaire renforcera l'action, mais beaucoup de travailleurs craignent un double danger :

- limiter l'action à des manifestations extérieurs de plus en plus rares pour «économiser les luttes»...
- ajouter à l'objectif central de la lutte contre le présentéisme, le catalogue traditionnel de revendications qui ferait croire aux travailleurs qu'on pourrait obtenir tout sans augmenter le niveau de l'action...

De l'issue de la lutte contre ces idées fausses, dépendra la victoire contre la direction générale et les ministères de tutelle de la SNECMA. Certes, il s'agit d'une lutte défensive et pour un objectif limité. Mais une victoire redonnerait confiance aux travailleurs dans l'action collective.

Des syndiqués CGT et CFDT de la SNECMA Villaroche

C) Déblocage immédiat des budgets de promotion des 3e et 4e trimestres

Les budgets des 3e et 4e trimestres 1979 (1 %) pour les non-cadres et des 1er et 2e semestres 1979 (1,7 %) pour les cadres, sont débloqués et vont être prochainement notifiés à la hiérarchie.

Nous rappelons à cette occasion que les mesures individuelles d'augmentation et de promotion ne sont pas contractuelles. Les bénéficiaires doivent être ceux qui, par leur comportement, la progression de leurs résultats ainsi que par leur assiduité, participent le plus à l'effort de productivité.

Dans ce but, des modalités nouvelles se substituent à celles en vigueur à ce jour. C'est ainsi que le budget défini au plan Société est réparti entre unités ou grands secteurs. Il est modulé en fonction du présentéisme du personnel non-cadre de ces unités ou secteurs. Pour cette modulation, il est tenu compte de la composition socio-professionnelle et du présentéisme de chaque unité ou secteur par rapport à la moyenne Société de chacune des catégories (absences de longue durée exclues : malades longue durée, maternité, congés post-nataux).

Pour l'attribution outre les critères habituellement retenus, il sera tenu compte des dispositions suivantes :

- tout absentéisme supérieur à 10 jours ouvrés par an (dans les deux derniers semestres) fait obstacle à une augmentation individuelle
- le nombre de bénéficiaires ne doit pas dépasser 30 % de l'effectif de chaque unité ou de chaque secteur d'unité.

Minable exhibition au service de la direction

Mercredi, 17 travailleurs, dont 15 délégués de Merlin Gérin, passaient au tribunal des référés. Les grévistes de Merlin remplissaient la salle, une délégation de la Sescosem était présente également. Pendant ce temps, d'autres grévistes distribuaient des tracts dans le centre ville. Ils y ont rencontré les vendeuses des Nouvelles Galeries en grève contre 80 licenciements annoncés par la direction (suppression du snack et de certains services).

La décision du tribunal sera rendue publique vendredi après-midi.

Ce mercredi, la direction poursuivait ses efforts pour rassembler les «non grévistes». Ceux-ci se présentent tous les jours devant les piquets et la direction leur fait signer des pétitions pour la soi-disant liberté du travail. Elle a ainsi rassemblé sur l'ensemble des usines Merlin Gérin 600 personnes.

Elle avait préparé une banderole sur le thème *«non à l'occupation, droit à la liberté du travail»*. Un bon tiers de ces 600 personnes a alors refusé ces manœuvres et est parti écœuré. Tant bien que mal, 300 personnes défilaient en silence devant certaines usines occupées.

Les grévistes rigolaient de ce cortège minable, les quolibets fusaient : *«C'est pas la joie»* disaient certains ou *«tu vois, celui-là et lui, ce sont des cadres supérieurs de la boîte»* et *«lui, c'est la dernière fois que je joue au foot avec lui»*. En fait de non gévistes, il s'agissait essentiellement de cadres supérieurs, d'agents de maîtrise et d'une poignée d'ouvriers.

Rappelons que la manifestation des grévistes avait, elle, regroupé 3500 personnes.

Quand ils ont entendu à la radio FR3 que c'était 700 non grévistes de l'usine F1 *«qui manifestaient pour la liberté du travail»*, les travailleurs de F1, révoltés, se sont rendus à FR3 pour imposer un démenti.

12 OCCUPATIONS

Depuis mercredi, l'usine D est occupée, ce qui porte à 12 le nombre des usines Merlin-Gérin dans la même situation à Grenoble.

• A la Mure, les hospitaliers sont toujours en grève

La direction refusait de satisfaire les revendications et le paiement des jours de grève, les grévistes occupaient lundi après-midi les locaux administratifs. La réponse du pouvoir, conforme à son mépris de la santé des travailleurs fut prompte : quelques heures après, les flics faisaient évacuer les locaux. Mercredi, sur La Mure, des grévistes se sont réunis et face à quelques propositions de la direction très catégorielles, ont revoté très largement la grève. Ils étaient 430 à cette AG alors qu'à la précédente ils étaient 300.

POLITIQUE

Les scandales du gouvernement (suite)

APRES LES DIAMANTS DE GISCARD, LES OPERATIONS IMMOBILIERES DE BOULIN

Cette semaine, *Le Canard Enchaîné* poursuit sur l'affaire des diamants et ouvre un dossier Boulin. Le *Canard* fait état des signes de désarroi de l'entourage de Giscard, souligne le peu d'empressement du président à fournir les explications nécessaires et montre qu'en revanche, Poniatowski en personne s'active pour découvrir les sources d'information du *Canard*. Après avoir promis une réponse pour la prochaine apparition de Giscard à la télévision, le 19 novembre, le porte-parole de l'Elysée se montre maintenant plus évasif. Par ailleurs, le *Canard* s'inquiète d'un possible «coup fourré» visant à discréditer cet hebdomadaire, voire à l'accuser de porter atteinte à la défense du pays.

Le ministre du Travail, quant à lui, est accusé d'avoir profité d'une «miraculeuse» opération immobilière. En 1974, Boulin obtient deux hectares dans les collines boisées de Ramatuelle, tout près de St-Tropez, pour 40 000 F seulement. Trois fois moins cher que pour les acquéreurs des lotissements voisins. Alors que personne n'a pu obtenir de permis de construire dans cette zone, Boulin en obtient un presque aussitôt. La villa de huit pièces avec piscine de notre ministre est encore aujourd'hui la seule construction sur les 36 ha couverts par les parcelles du domaine. Le vendeur du terrain, révèle le *Canard*, proposé par Boulin pour une promotion au grade de commandeur de la légion d'honneur, est accusé d'avoir vendu plusieurs fois le domaine. *« Une affaire qui pourrait même en principe se terminer devant la cour d'assise »*, ajoute le journal satirique. Le *Canard* publie trois pièces de son dossier qui ne laissent guère de doute sur l'insistance de Boulin à faciliter l'opération immobilière du promoteur et sur les liens étroits que le ministre entretenait avec ce dernier.

Dans un communiqué à l'AFP, Boulin déclare qu'il ignorait tout des ventes antérieures lors de l'achat de son terrain. Il précise que son permis de construire *«a été obtenu dans les délais normaux»* sans donner la raison de cette obtention dans un site déclaré inconstructible par la préfecture du Var en 1973. Enfin, selon l'entourage du ministre, les relations de Boulin avec le promoteur inculpé de «faux en écritures publiques», s'expliquent par une vieille amitié.

Cette affaire qui met en cause ce giscardien du RPR, ministre depuis 15 ans, arrange bien les affaires de Chirac qui cherche à rassembler ses brebis égarées. Par ailleurs, tout ce qui peut ternir l'image de Giscard sert tout à fait les ambitions du chef du RPR.

D.D.

Est-ce le scandale qui écœure Boulin ?

Une aide précieuse à Giscard

Lors d'une récente conférence de presse à Paris, le vice-premier ministre centrafricain, chargé des Affaires

pierre de Bokassa. Et d'expliquer que le document du *Canard* est un faux. Selon lui, *«toutes les occasions étaint bonnes pour Bokassa* de soutirer des diamants *à la taillerie. Quand des personnalités étaient de passage, il envoyait un petit mot à la taillerie, on lui donnait les diamants mais les personnalités n'en voyaient pas la couleur».*

Pourquoi ne l'avoir pas dit plus tôt, cela aura évité tant d'embarras !

• Communiqué

L'Institut National de l'Audiovisuel vient de mettre brutalement fin à la collaboration d'Edouard Guibert, membre du Bureau National du Syndicat National des Journalistes, qui depuis plus de 3 ans animait des actions de formation au sein de cet établissement public.

Cette décision est d'autant plus étonnante que durant 20 mois, l'ancien porte-parole de l'Intersyndicale de l'O.R.T.F. avait dirigé au Portugal des stages de formation considérés comme exemplaires tant par la Radio et Télévision portugaise que par l'ambassade de France à Lisbonne.

Alors que ces stages devaient connaître des prolongements à l'automne 1979, la Direction de l'I.N.A. se retranche derrière de vagues arguments économico-juridiques qui ne trompent personne.

Si malgré les négociations en cours, cette décision devait être maintenue, elle ne pourrait apparaître que comme un véritable interdit professionnel à l'égard d'un confrère qui a si longtemps symbolisé les luttes des personnels de l'ex. O.R.T.F.

L'U.N.S.J. (S.N.J. -SNJ CGT -SJF CFDT -SNJ F.O.) ne saurait accepter un tel acte de répression. Elle poursuivra les initiatives entreprises notamment auprès des autorités de tutelle et demande à tous les confrères des autres sociétés de ne pas accepter de remplacer Edouard Guibert au Portugal.

La course aux présidentielles déjà engagée

V - LA VOIE ETROITE DE CHIRAC

Par François NOLET

Pour le RPR, comme pour bien d'autres partis, il n'est, officiellement, pas question de penser aujourd'hui à la présentation d'un candidat pour les présidentielles. Mais toute l'activité du mouvement gaulliste vise cet objectif depuis les législatives, sinon depuis la démission de Chirac de son poste de premier ministre, en août 1976.

Tenter de rassembler autour de son nom un électorat de mécontents est une tâche des plus ardues, lorsqu'on est partie prenante de la majorité. Au vu des derniers résultats électoraux du RPR, les chances du candidat Chirac apparaissent bien minces, même si le parti gaulliste a fait ces derniers temps des efforts pour adopter un nouveau style d'intervention.

Ce n'est pas d'hier que les commentateurs politiques se moquent non sans raison, de l'inconfortable position de Chirac. Avant les législatives, il avait largement misé sur le rôle que pourrait jouer le RPR en cas de victoire de la gauche : dans cette éventualité, largement admise avant mars 1978, le RPR comptait se présenter comme le parti du «recours», comme le seul parti de droite s'opposant efficacement au gouvernement de gauche.

Les législatives ayant débouché sur la reconduction de la majorité sortante, il fallait trouver autre chose pour se mettre en valeur. Ce seront donc les rituelles mises en garde et admonestations au gouvernement, lui enjoignant de changer de politique, de relancer les investissements, de veiller à l'indépendance nationale, etc... Avec l'avertissement à la clé : si la politique actuellement en œuvre continue, la majorité risque de perdre les élections présidentielles.

Mais de mises en garde solennelles en appels de Cochin et autres vociférations, le groupe RPR de l'Assemblée nationale votait consciencieusement les textes gouvernementaux importants, non sans avoir la plupart du temps tempêté violemment contre eux.

Que l'on considère seulement la bataille actuelle autour du budget : le RPR fait beaucoup parler de lui en votant contre le gouvernement sur certains articles, et on parle de nouveau de crise au sein de la majorité. Que le gouvernement choisisse la procédure du vote bloqué ou celle, encore plus sûre, de la question de confiance, et le groupe RPR rentrera dans le rang. Dans la dernière éventualité, la question de confiance, il a déjà averti qu'il ne voterait jamais la censure. Un vote du même genre s'était déjà produit lors de l'introduction de la TVA européenne : après un vote hostile au gouvernement, mêlant ses voix à celles du PCF, le RPR, après quelques interventions gouvernementales à l'Assemblée, votait le même texte, qu'il venait de repousser. Coup dans l'eau, mais c'était l'occasion de faire du battage peu de temps avant l'élection du parlement européen.

UN NOUVEAU STYLE D'APLATISSEMENT

Cette bataille à fleurets mouchetés et pistolets à eau a fini, jour après jour, par faire sombrer dans le ridicule le chef du RPR. Les médiocres résultats du RPR aux élections européennes ont constitué une mise en garde pour Chirac : continuer sur cette lancée, c'est faire perdre toute chance au mouvement gaulliste en 1981.

Il fallait donc trouver un «nouveau style», que le RPR a tenté de définir au début de ce mois. Cette évolution ressemble fort à un changement du pareil au même et de l'identique au semblable. Il est rappelé que le RPR ne renversera pas le gouvernement — on le savait déjà — et qu'il affirmera son originalité sur les différents problèmes qui viendront en discussion à l'Assemblée. Jusque-là, cela ne modifiera guère les habitudes. La — toute relative — nouveauté consiste à adopter un style moins spectaculaire : plus de grandes envolées se terminant par une capitulation, mais des propositions plus précises, pour faire plus sérieux et moins «agité». De plus, on évitera de mettre en avant le président du RPR : avant une élection présidentielle, il est de mauvaise politique de ternir l'image de marque du futur candidat, qui s'était suffisamment ridiculisé par ses coups de gueule à temps et à contre-temps.

UN OBJECTIF DIFFICILE

Il n'est nullement acquis que ce changement mineur d'orientation favorise davantage le parti gaulliste que la politique suivie jusqu'à présent. On ne voit guère ce qui pourrait modifier sensiblement le rapport de forces entre les différentes composantes de la majorité, et il est très peu probable que le candidat RPR arrive devant Giscard.

Plus modestement, Chirac peut souhaiter obtenir un score suffisamment honorable pour ne pas apparaître comme trop ridicule, et pour peser davantage sur les décisions gouvernementales. Il ne semble même pas que l'on s'achemine vers une telle situation : les sondages d'opinion ne créditent pas Chirac de plus de 16 % des voix, avec un «plancher de 11 % seulement ! Situation d'autant plus délicate qu'après des années de guérilla contre le gouvernement, il est impossible pour Chirac de faire marche arrière, en renonçant à se présenter.

La perte d'audience du RPR dénote un succès incontestable des manœuvres de laminage giscardiennes, et il ne manque pas, dès maintenant, de membres en vue du RPR, à commencer par les ministres, pour glisser des peaux de banane sous les pas du maire de Paris. Il n'est pas à exclure qu'un Chaban-Delmas, par exemple rende à Chirac le coup que celui-ci lui avait porté aux présidentielles de 1974 : il est vrai qu'à l'époque, c'était Chirac qui soutenait Giscard. Il arrive que l'histoire se répète à l'envers, et les deux fois comme farce.

Demain, la suite de notre série :
LA COURSE DU PCF POUR RATTRAPER LE PS

DOCUMENT

REFERENDUM EN EUSKADI

Points de vue sur le statut

Ce jeudi 25 octobre, deux nationalités de l'Etat espagnol étaient appelées à se prononcer sur des statuts d'autonomie assez différents : en Catalogne et en Euskadi (Pays Basque).

Nous avons publié hier une interview d'un membre du Comité Exécutif du Parti des Travailleurs d'Euskadi. Nous poursuivons aujourd'hui cette publication d'une série de points de vue des formations politiques du Pays Basque, avec un membre de l'organisation HASI — une composante de la coalition Herri Batasuna, qui est proche politiquement de ETA militaire — et avec un membre de l'E.I.A. dont ETA politico-militaire est considéré comme la branche armée. Herri Batasuna appelait à l'abstention au référendum, tandis que E.I.A. appelait à voter oui.

Interview de Hasi

Propos recueillis par Hélène VARJAC

Membre de la coalition HERRI BATASUNA (proche d'ETA militaire)

Que pensez-vous des conditions dans lesquelles se déroule la campagne pour le référendum ?

DES PRESSIONS INADMISSIBLES

Le référendum est organisé dans des conditions inacceptables. Nous n'avons pas eu la possiblité de consulter les listes d'inscription électorale, ni d'avoir des observateurs et des assesseurs dans les juntes électorales qui vont contrôler le scrutin. On considère généralement que le vote par correspondance va être important, plus de 10 % de l'électorat : or il suffit pour voter par correspondance de fournir une photocopie de la carte d'identité : il y a là la possibilité de nombreuses fraudes. De même, on a «découvert» pour la circonstance que 250 000 basques environ vivaient aux Etats-Unis, et ils ont été invités à voter. Sur les 410 minutes consacrées au référendum à la télévision, Herri Batasuna n'a eu droit qu'à 15 mn ! En revanche, le président du Conseil général basque, Garaicœtchea est intervenu deux fois pour le oui, en dehors du temps consacré à la campagne, et dans les bulletins de vote envoyés à chaque électeur, il a joint un texte demandant de façon dramatique d'accepter le statut. Le texte du statut lui-même a été envoyé à chaque électeur assorti d'un commentaire particulièrement fallacieux. Cela constitue un ensemble de pressions inadmissibles.

LE STATUT : A PEINE UNE DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE

Quel est votre point de vue sur le statut lui-même ?

C'est un pacte entre la bourgeoisie locale et le pouvoir central qui est à peine une décentralisation administrative, mais certainement pas une autonomie. La manière dont la langue d'Euskadi est traitée ne peut que provoquer l'indignation. C'est un bilinguisme de façade, puisqu'il n'y a nulle distinction entre langue dominante et langue dominée. Or pour sauver l'euskera, qui a été opprimé depuis tant d'années, il faudrait des mesures concrètes importantes, ce qui n'est pas le cas. Parmi les fonctionnaires, seuls les juges seront embauchés de préférence s'ils parlent l'euskera: mais rien pour les autres.

UNE GRANDE DEPENDANCE PAR RAPPORT AU POUVOIR CENTRAL

Le statut représente une énorme dépendance par rapport au pouvoir central : l'agriculture, l'élevage, l'industrie, le crédit, les banques, les assurances etc. restent aux mains de Madrid. Le Pays Basque devra supporter des mesures aussi graves que le statut des travailleurs qui vise à rendre la grève illégale, le Pacte social qui entérine le chômage, la politique économique générale du gouvernement.

Le pacte a été fait avec la bourgeoisie locale pour qu'elle assure la répression en échange de quelques miettes et de la garantie que les investissements pourront reprendre et les multinationales faire leurs profits.

LA POLICE : UN VERITABLE DESASTRE

Quant à la police, c'est un véritable désastre. Même le sénateur Baudres et Garaicœtchea l'ont reconnu publiquement ! Il y a simplement une nouvelle police

qui vient s'ajouter à celle qui est déjà là et qui va rester. Le commandement est assuré par l'armée. Cette police de toujours pourra intervenir à l'initiative du gouvernement central, et dans des cas d'état de siège, d'alarme et d'exception qui vont être définis par les Cortès (le parlement). Les gouverneurs civils de province vont rester et vont être assistés d'un délégué du gouvernement, dont on ne connaît pas encore les pouvoirs. En somme, il y aura des «vice-rois». De même , le pouvoir judiciaire reste aux mains de Madrid.

DES FILTRES ENORMES

Le statut actuel exclut-il définitivement la Navarre ?

La Navarre pourra, si elle le décide, s'intégrer au reste d'Euskadi. Mais pour cela, il faudra une révision du statut. Or pour obtenir une révision du statut actuel, les Cortès et le sénat devront se réunir en séance plénière pour décider des modalités de révision du statut. Puis il faudra encore un référendum dans les autres provinces basques pour savoir si le statut peut être révisé. Cela fait finalement, une série de filtres énormes !

La souveraineté nationale du peuple basque n'est pas reconnue. Dans le statut, comme d'ailleurs dans la constitution il est dit que : «l'acceptation du présent statut n'est pas un renoncement aux droits qui auraient pu revenir au peuple basque en vertu de son histoire». Certains disent que cet article laisse la porte ouverte à l'autodétermination, alors que c'est tout le contraire ! C'est même à cause de cet article que le PNV s'était abstenu lors du référendum constitutionnel, et maintenant, il appelle à voter pour le statut !

POUR UN STATUT DE RUPTURE DEMOCRATIQUE

Est-ce que vous êtes contre ce statut en particulier, ou contre tout statut qui ne signifierait pas l'indépendance ?

Nous sommes contre ce statut, pour un statut de rupture démocratique. Un statut de rupture démocratique supposerait le retrait des forces d'occupation, la possiblité de faire son service militaire en Euskadi — ce qui n'est pas possible avec le statut d'aujourd'hui — et le droit à l'objection de conscience, un certain contrôle sur l'armée, la souveraineté nationale et le droit à l'autodétermination, l'intégrité territoriale d'Euskadi sud, c'est-à-dire avec la Navarre, l'officialisation de l'euskera à tous les niveaux et l'amnistie totale.

Nous pensons qu'il y avait de bonnes conditions pour négocier avec le gouvernement sur ces bases : l'essor du mouvement de masses, notre lutte depuis plusieurs années, la virulence de la revendication nationale ailleurs qu'au Pays Basque, en Catalogne et en Galice, la crise économique dans laquelle se débat le gouvernement et qui l'oblige à chercher un consensus, enfin l'impossibilité d'un coup d'état militaire. Il était possible d'élargir les conquêtes du peuple basque. Mais la bourgeoisie oligarchique centraliste a utilisé la vieille tactique de la division et a trouvé des appuis dans la bourgeoisie.

En termes de forces politiques, ça désigne qui ? Le PNV ?

Le PNV, oui, et les eurocommunistes. Le PCE en Euskadi est d'ailleurs en pleine banqueroute.

UN CONTRE-POUVOIR POPULAIRE

Quel va être, à votre avis, le pourcentage d'abstentions, et quelles sont vos perpectives de luttes après le 25 octobre ?

Normalement, il devrait y avoir environ 50 % d'abstentions, mais avec toutes les pressions, il y en aura peut-être moins. Nous voulons transformer l'abstention en un premier pas vers l'organisation d'un instrument de contre-pouvoir populaire : l'Euskal Herriko Biltcarre National, c'est-à-dire une Assemblée Populaire Nationale. Cette assemblée devrait comprendre tous nos représentants élus à tous les niveaux (sénat, parlement, municipalités) et des organismes unitaires comme les comités antinucléaires, les comités pro-amnistie, des assemblées de femmes : il y a par exemple en ce moment une grande mobilisation à Bilbao pour le droit à l'avortement, et des coordinations de travailleurs dans les usines, particulièrement ceux qui sont menacés de chômage. Nous ne voulons pas forcément des sigles, mais plutôt une unité à la base qui ne peut que se développer au fur et à mesure que l'échec du statut apparaîtra évident, qu'il sera clair qu'il ne répond pas aux aspirations des masses, et que la crise économique s'accentuera.

Ne pensez-vous pas que la situation actuelle et la poursuite des mêmes méthodes de lutte peuvent provoquer à la longue une certaine usure ?

Non, pas du tout. Il y a lassitude par rapport à la crise, par rapport aux promesses électorales non tenues, par rapport à un processus qui ne règle rien. Mais il est vrai que le gouvernement et la bourgeoisie tentent de nous faire passer pour des criminels, de créer l'animosité dans la population contre nous. On nous arrête sans motif, comme hier encore le député de Herri Batasuna en Guipuzcoa. Pour eux, nous sommes l'ennemi à abattre.

* *La coalition abertzale (patriotique) Herri Batasuna appelle à l'abstention. Elle est très proche politiquement de ETA militaire. L'organisation Hasi, qui est une de ses composantes, n'a jamais été légalisée.*

Entretien avec Mugika Arregui

Membre de l'E.I.A. (proche d'ETA politico-militaire)

L'Euskal Iraultzarako Alderdia, parti de la révolution basque, est partie prenante de la coalition Euskadiko Ezkerra, la gauche basque. E.T.A. politico-militaire est la branche armée d'E.I.A. Mugika Arregui, ancien leader d'E.T.A. qui a connu les geôles franquistes de 1975 à 1977 et qui mène aujourd'hui une double activité comme membre de l'E.I.A. et comme éditeur-imprimeur, nous a confié quelques-unes de ses réflexions à propos du vote sur l'autonomie.

D'après lui, il faut voter pour le statut car certains articles, comme celui concernant *«la souveraineté»* peuvent être *«largement interprétés»* par la suite. E.T.A. politico-militaire est dans les mêmes dispositions. Ce choix politique est le plus raisonnable par rapport au mouvement réel des masses qui veulent l'autonomie. Selon Mugika, Herri Batasuna, coalition soutenue par ETA militaire ne tient pas assez compte de l'état d'esprit général en luttant d'une manière *«aveugle»* contre l'Etat espagnol, elle sera désavouée par les électeurs. Herri Batasuna est contre tout ce qui vient de cet Etat, donc contre le statut de Guernica. Pour cette formation, rien n'aurait véritablement changé au Pays Basque depuis la mort de Franco : les militaires et les policiers tirant toujours les ficelles. La répression, reconnait Mugika a augmenté au Pays Basque, mais les libertés démocratiques, droit de réunion, d'information, d'édition, etc. aussi. Si Herri Batasuna fait cette analyse, c'est aussi parce qu'elle est très composite, regroupant des marxistes, des anarchistes, et *«même des patrons»* précise-t-il, ce qui explique d'ailleurs certains contacts avec le Parti Nationaliste Basque (PNV). Herri Batasuna veut dire Union du Peuple, donc il est inter-classiste. E.I.A., avec Euskadiko Ezkerra est le parti de la révolution *«c'est mieux, non»*, interroge-t-il en souriant. E.I.A. veut s'insérer dans la réalité politique et sociale d'où sa lutte au côté des ouvriers pour leurs revendications, ajoute Mugika en montrant une affiche de son parti représentant un poing fermé aux couleurs d'Euskadi avec au-dessous les mots *«pour une société sans classe»*.

Aguirre OXOA

COMMENT MOSCOU A MIS LA MAIN SUR L'ETHIOPIE

Les procédés du néo-colonialisme soviétique mis à nu par les étudiants éthiopiens

Comment le social-impérialisme soviétique développe sa pénétration dans un certain nombre de pays d'Afrique et d'Asie ? Sur quoi repose cette pénétration ? Est-elle durable ? L'Union des Etudiants Ethiopiens en Amérique du Nord contribue à l'éclairage de ces questions — importantes pour l'évolution de la situation internationale — par son étude du développement de l'influence puis, de l'emprise soviétique sur l'Ethiopie, à partir d'informations, et de renseignements recueillis sur place. Nous publions à partir d'aujourd'hui une traduction abrégée (réalisée par nous) de cette étude.

Le déploiement des menées de l'URSS en Ethiopie se situe dans le cadre de sa stratégie d'ensemble en Afrique, quelque temps après l'intervention soviéto-cubaine en Angola. Les analyses de l'Union des Etudiants Ethiopiens en Amérique du Nord montrent à quel point il s'agit d'une politique hégémoniste concertée et planifiée, concernant à la fois un pays et tout une partie du continent africain.

S'appuyant sur l'interventionnisme militaire, cette politique revêt tous les aspects du néo-colonialisme pratiqué par les puissances impérialistes.

J.P. C.

I-La joie de l'ambassadeur Anatoly Ratanov

La signature, en novembre 1978, du «traité d'amitié» entre les tsars du Kremlin et le régime vendu de Mengistu représente la suite et l'aboutissement des efforts poursuivis depuis deux ans par le social-impérialisme pour parvenir à faire de l'Ethiopie une néocolonie.

Le traité témoigne bien du fait que, rien qu'en deux ans, le social-impérialisme a rapidement comblé le «vide» laissé par l'impérialisme US. De plus, ce traité montre que, durant cette période, le social-impérialisme a entrepris de pénétrer en Ethiopie non seulement dans le domaine militaire — qui a été le point de départ de son expansion en Ethiopie — mais aussi dans tous les autres secteurs : politique, économique, idéologique et culturel.

En implantant et en consolidant leur présence néocoloniale massive en Ethiopie, les dirigeants soviétiques se sont servis des besoins du régime militaire éthiopien, en particulier dans le domaine militaire, et ont eu recours à une tactique typiquement impérialiste.

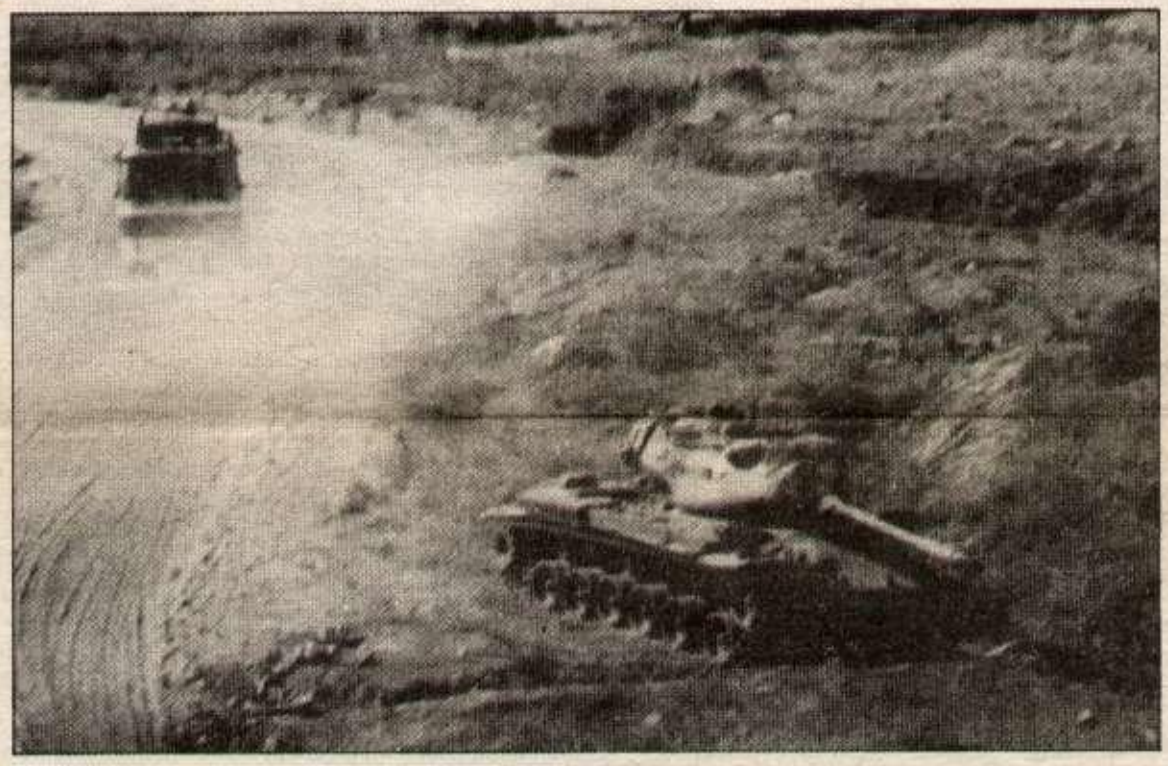
Au début du colonialisme et de l'impérialisme, les puissances européennes ont commencé par envoyer des missionnaires dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine qu'ils convoitaient. Puis ils ont envoyé des «missions diplomatiques» pour faciliter les activités de leurs missionnaires. Et enfin ils ont envoyé des forces armées pour *«protéger»* leurs *«missions diplomatiques»*.

L'URSS a eu recours à une tactique tout à fait semblable dans sa politique de néocolonialisme en Ethiopie. Au début, ils ont envoyé des experts médicaux cubains. Puis ils ont envoyé du matériel militaire sophistiqué. En même temps, ils ont envoyé des «techniciens» pour initier l'armée éthiopienne à l'utilisation de ces armes. Puis, ils ont envoyé des «conseillers» afin qu'ils infiltrent les structures de l'armée éthiopienne et qu'ils en prennent le contrôle. Dans la phase suivante, ils ont envoyé des troupes, non seulement pour établir une présence militaire en Ethiopie, mais aussi pour en faire une base de départ pour continuer leur expansion. Et maintenant, avec acharnement, ils travaillent à faire de l'Ethiopie le «Cuba de l'Afrique». Déjà, les troupes éthiopiennes stationnées au Yemen du Sud servent d'instruments à la politique soviétique d'agression et d'expansion dans la péninsule arabique, région pétrolière stratégique.

Pour donner un éclairage sur les méthodes grâce auxquelles les social-impérialistes soviétiques ont entrepris de placer l'Ethiopie sous leur coupe en si peu de temps, nous allons faire un bref rappel chronologique des relations soviéto-éthiopiennes pendant ces deux dernières années.

LE COUP D'ETAT DE MENGISTU

En passant en revue les relations soviéto-éthiopiennes pendant ces deux dernières années, on voit que le coup d'Etat de Mengistu du 3 février 1977 a représenté un tournant et a ouvert la voie à une pénétration générale de l'URSS en Ethiopie, d'abord dans le domaine militaire, puis dans tous les autres. Le sens du coup d'Etat du 3 février, c'est qu'il éliminait, à une exception près, tous les membres de la junte qui, pour une raison ou une autre, étaient fortement opposés à une augmentation de la pénétration soviétique en Ethiopie. Le seul survivant de cette faction, le vice-président Atnafu Abate, n'eut pas un long sursis : il fut également soumis au *«châtiment révolutionnaire»*, (c'est-à-dire exécuté) en novembre.



Le conflit de l'Ogaden entre l'Ethiopie et la Somalie, largement exploité par l'URSS pour développer sa pénétration en Ethiopie.

Sur cette photo, des chars somaliens abandonnés dans le Harrar, à la suite des combats avec les troupes éthiopiennes, massivement appuyées par l'URSS et Cuba.

Il faut remarquer que les dirigeants soviétiques et leurs représentants avaient des relations clandestines avec Mengistu, et qu'ils étaient informés à l'avance de son plan pour faire un putsch militaire le 3 février. Cela est mis en évidence par la reconnaissance rapide et *«l'assurance de soutien total»* qu'ils ont accordées à Mengistu après son coup d'Etat. A peine la fusillade sanglante avait-elle pris fin que, le 4 février, Radio Addis Abeba rapportait qu'au cours d'une cérémonie l'ambassadeur soviétique Anatoly Ratanov avait exprimé à Mengistu *«sa joie de l'échec du complot contre-révolutionnaire»*. Le même bulletin de la radio annonçait que Mengistu avait reçu un *«message spécial de soutien»* de Castro, apporté par l'ambassadeur de Cuba, José Ova, qui avait dit que *«le dirigeant cubain suivait avec un grand interet le développement de la révolution éthiopienne et qu'il lui apporterait son soutien»*.

Inutile de le dire, des messages de solidarité et de félicitations des pays du Pacte de Varsovie ont inondé le Grand Palais les jours suivants. Le 9, les ambassadeurs de Tchécoslovaquie et de Bulgarie ont envoyé en même temps des *«messages de solidarité»* à Mengistu. Le 10, c'était une délégation d'Allemagne de l'Est, et ainsi de suite...

A partir du moment où Mengistu est devenu l'homme fort indiscuté de la junte militaire au pouvoir, les dirigeants soviétiques ont pris tous les moyens pour prendre le contrôle du domaine militaire, et, à partir de ce point de départ, pénétrer tous les secteurs. Comme nous allons le voir, chaque pas dans cette évolution progressive a été accompagné par l'échange de délégations de haut niveau et la signature de divers accords, protocoles et communiqués conjoints grâce auxquels les Soviétiques ont extorqué au régime militaire de nouvelles concessions encore plus importantes et ont renforcé leur emprise sur le pays.

MENAGER SOMALIE ET ETHIOPIE ?

Le coup d'Etat de Mengistu, en ouvrant la voie à la pénétration soviétique en Ethiopie, a remis en cause la présence massive de l'URSS en Somalie. Ainsi, après ce coup d'Etat, le social-impérialisme était immédiatement confronté au problème suivant : comment prendre pied en Ethiopie sans s'aliéner la Somalie qui était encore «amie». Le voyage de Castro dans les pays de la Mer Rouge en mars 1977 était directement en relation avec ce problème.

Pendant cette visite, agissant sur les ordres du Kremlin, Castro a présidé une réunion secrète a Aden. Les chefs d'Etat du Sud-Yemen, d'Ethiopie et de Somalie y participaient. Là, il essaya de servir de «médiateur» dans le conflit frontalier Ethiopie-Somalie et s'efforça de mettre sur pied une fédération de la Mer Rouge, d'obédience soviétique, dont ces trois Etats auraient été membres. Mais, rappelons-le, toutes ces manœuvres et «médiations» ont échoué à cause de l'opposition résolue du président somalien Siad Barre.

Il faut noter que l'URSS et ses alliés ont pris prétexte de la tentative de «médiation» de Castro pour se disculper de toute responsabilité pour avoir attisé la guerre dans la Corne de l'Afrique. Les organes de propagande soviétiques et cubains ont répété *«qu'ils avaient tout fait»* pour éviter un conflit entre la Somalie et l'Ethiopie. Mais pour bien voir le caractère hypocrite de ces tentatives de médiation soviéto-cubaines, il faut rappeler ce qu'étaient les relations entre l'URSS et la Somalie.

CE QUE VEUT LA SOMALIE

Le rattachement à la République de Somalie de toutes les régions de la Corne de l'Afrique où la langue somalie est parlée ce qui comprend la région de l'Ogaden en Ethiopie, le District de la frontière Nord au Kenya et une partie de Djibouti — est un objectif du gouvernement somalien ; ce qui a conduit à de nombreux incidents de frontière et même à des affrontements armés en opposant la Somalie à l'Ethiopie et au Kenya. Quelle a été l'attitude de l'URSS devant ces conflits ? Est-ce qu'elle a proposé des solutions constructives pour les résoudre ? Pas du tout. En fait, le social-impérialisme s'est servi de ces conflits pour enfoncer un coin afin de s'implanter en Somalie, l'«aide militaire» lui servant de moyen de pression.

En 1974, grâce aux livraisons d'armes soviétiques, la Somalie avait une des armées les plus puissantes d'Afrique : il y avait alors en tout 1 725 militaires somaliens entraînés en URSS (le nombre de soldats indiens entraînés étant alors de 1 680). Bien que la Somalie ait une population de seulement 3 millions d'habitants, les livraisons d'armes soviétiques lui ont permis d'avoir les divisions mécanisées les plus importantes de l'Afrique subsaharienne : en 1974, 150 tanks T - 34, plus de 100 T - 54 et T - 55 et 300 véhicules de transport de troupes blindés. La Somalie a aussi acquis plus de 50 chasseurs soviétiques MIG et des missiles sol-air.

Il est évident que cette aide militaire massive constituait un encouragement à la Somalie pour qu'elle poursuive ses objectifs par des moyens militaires, y compris par une agression ouverte. C'est grâce à cette aide militaire que le social-impérialisme a étendu son emprise néocoloniale sur la Somalie, qui a été formalisée par la signature d'un *«traité d'amitié»* en juillet 1974 : l'URSS a exigé et obtenu des privilèges illimités pour utiliser les ports et les aéroports somaliens et imposer ses vues dans tous les domaines.

Traduction abrégée QdP

Dans notre prochaine édition : MACHIAVEL AU KREMLIN : COMMENT ON ORGANISE LA DEFAITE D'UN ALLIE

SAHARA OCCIDENTAL

LES SUITES DE LA DECISION DE CARTER

La décision prise par Carter d'envoyer au régime marocain d'Hassan II des armes antiguerilla destinées à la guerre du Sahara a provoqué de vives réactions de la part du Front Polisario et de l'Algérie. Mohamed Lamine, premier ministre sahraoui a notamment déclaré : *«La décision du président Carter est un encouragement à l'intransigeance du roi du Maroc... C'est un coup porté à la dynamique de paix créée dans la région par l'accord conclu entre le Front Polisario et la Mauritanie»*. De son côté le quotidien algérien Al Chaab écrivait : *«Ces nouvelles armes ne sont pas destinées à la défense des frontières internationales du Maroc, mais à lui permettre de satisfaire son appétit expansionniste...»* Des entretiens ont eu lieu entre le ministre des Affaires étrangères algérien et l'ambassadeur des Etats-Unis, pour évoquer la décision de Carter.

De son côté, Hassan II, se félicitant du soutien américain, a souligné dans une interview à *Antenne 2*, que les USA avaient besoin de son régime pour assurer leur présence dans la région. Ainsi, il n'a pas hésité à déclarer : *«Si le Maroc change de camp, la flotte américaine en Méditerrannée peut-être mise en cale sèche»*. Ces propos polémiques du souverain marocain reflètent une réalité : l'importance stratégique du Maroc en Afrique du Nord. Outre les relations économiques à préserver, cette donnée a certainement pesé d'un grand poids dans la décision du président des Etats-Unis. Washington craint en effet que des échecs trop importants d'Hassan II n'aboutissent à la chute de son régime, tant il l'a identifié à la guerre contre le peuple sahraoui, l'incertitude régnant sur le régime qui succéderait alors.

L'analyse faite par Carter est cependant contestée dans la presse et dans les milieux dirigeants américains : certains estiment que jouer le Maroc dans sa politique actuelle, c'est jouer perdant ; on met aussi en avant l'importance des relations avec l'Algérie, du fait de nombreux liens économiques avec ce pays (gaz, pétrole), mais aussi plus largement du fait du poids de l'Algérie dans le Tiers-Monde. Ainsi, Solarz, président du sous-comité pour l'Afrique de la chambre des représentants a déclaré que la décision de Carter *«n'était compatible ni avec les principes, ni avec les intérêts des USA»*, et qu'*«elle prolongerait la guerre au lieu de l'abréger»*. Il s'agit d'une nouvelle illustration des contradictions de la politique américaine dans le Tiers-Monde. L'envoi d'arme antiguérilla à Hassan II peut-être à nouveau controversé, même si la décision est ratifiée par le Sénat.

HR-QdP
J.-P. CHAMPAGNY

Le Front POLISARIO condamne la position des Etats-Unis

Noureddine Ahmed Ali, membre du Bureau Politique du Front POLISARIO a, dans une conférence de presse tenue mardi, à Beyrouth, dénoncé *« l'attitude hostile des Etats-Unis qui, une fois de plus, fournissent de l'armement militaire au régime réactionnaire de Rabat dans le but de poursuivre son agression contre le peuple sahraoui »*.

« Cette attitude, a-t-il poursuivi, *est hostile non seulement au peuple sahraoui, mais à l'ensemble de la nation arabe, des mouvements de libération en Afrique et à toutes les forces qui mènent une lutte juste et légitime »*.

« L'incapacité du régime marocain à s'opposer à l'Armée Populaire Sahraouie sur le terrain, l'oblige à internationaliser le conflit et à entraîner ses alliés dans une guerre contre les pays de la région et leurs forces progressistes ».

Noureddine Ahmed Ali a également déclaré *« que dans le cas où le régime monarchiste ne viendrait pas à réviser sa position et à mettre fin à son agression contre le peuple sahraoui et persisterait à refuser d'entamer des négociations directes avec le Front POLISARIO pour la signature d'un accord similaire à celui conclu avec la Mauritanie, Hassan II subirait le même sort que le Chah d'Iran »*.

Photo QdP prise à Amgala.

Au cœur du Sahara occidental : une patrouille du Front POLISARIO

Troupes françaises en Mauritanie pour quoi faire ?

Une «compagnie volante» de 150 militaires français doit arriver prochainement en Mauritanie, à Nouadhibou, port minéralier d'où est exporté le minerai de fer de Zouerate. Ce retour de militaires français se fait aujourd'hui à la demande du gouvernement mauritanien afin, selon celui-ci, de préserver sa neutralité et sa souveraineté : il craint en effet des incursions ou des représailles de l'armée marocaine après l'accord de paix signé entre le Front Polisario et la Mauritanie.

Mais, c'est en vertu des mêms accords de défense invoqués aujourd'hui, que l'armée française est intervenue en Mauritanie, avant juillet 1978, pour combattre directement contre le peuple sahraoui, bombardant à plusieurs reprises des colonnes du Front Polisario en territoire sahraoui.

Aujourd'hui, en apportant une aide militaire à la Mauritanie, confrontée aux menaces marocaines, l'impérialisme français entend maintenir et consolider son influence dans ce pays. Ceci dans le même temps où Giscard poursuit son soutien à la guerre d'Hassan II au Sahara.

En bref...En bref...E

Guadeloupe : importantes manifestations

A Cayenne (Guyane), la grève de quatre jours destinée à protester contre la suppression de la *«prime de vie chère»* accordée aux fonctionnaires, a commencé mardi, cependant, la manifestation interdite n'a pu avoir lieu. A Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, ce sont 5 000 manifestants qui ont défilé pour les mêmes motifs

Carter partisan d'accorder à la Chine la clause de la nation la plus favorisée

Carter vient de demander au Congrès d'accorder à la Chine *«la clause de la nation la plus favorisée»*. Auparavant, c'était l'URSS qui bénéficiait de cet avantage qui privilégie un pays dans ses relations économiques avec les Etats-Unis.

■

• RFA : Hommage du président Hua Guofeng à Karl Marx

Poursuivant sa visite en Allemagne fédérale, le président Hua Guofeng a visité mardi la ville de Trêves où Karl Marx est né et a passé son enfance. Les habitants de Trêves ont réservé au Premier ministre chinois un accueil très chaleureux. Lors du toast prononcé au cours du banquet offert en son honneur, le président Hua Guofeng a notamment déclaré : *«Trêves, bien connue pour être une des plus anciennes villes d'Allemagne, inspire un respect particulier au peuple chinois, car c'est là que naquit il y a 161 ans le grand Marx. Ce sont ses œuvres immortelles qui ont guidé la cause révolutionnaire de notre pays de victoire en victoire»*.

• Salvador : le B.P.R. occupe deux ministères

Mercredi, une centaine de militants armés du Bloc Populaire Révolutionnaire ont investi le ministère du Travail appuyés de l'extérieur par un millier de sympathisants. Le ministre du Travail a été retenu en ôtage, ainsi que le ministre de l'Economie, dont le ministère a été également occupé. Un porte-parole du B.P.R. a indiqué que l'occupation se poursuivrait jusqu'à la libération de tous les prisonniers politiques et a réclamé que la nouvelle junte militaire donne des nouvelles des 500 «disparus» sous l'ancien régime. Les autres demandes formulées par le BPR concernent l'augmentation des salaires ainsi que le blocage des prix des denrées de première nécessité. La veille de ces évènements, la nouvelle junte militaire avait levé l'état de siège en vigueur depuis sa prise du pouvoir.

• Iran : l'armée se retire de Mahabad

La décision prise par le gouvernement iranien de lever le siège de Mahabad, principal foyer de la révolte kurde, pourrait donner un nouvel essor aux négociations entreprises par le ministre du Travail Darius Forouhar. D'autres signes indiquent que le gouvernement se dirigerait vers une solution politique du conflit : trois ministres disposant des pleins pouvoirs ont été désignés pour mener les négociations avec les autonomistes kurdes. Le secrétaire général du PDKI pourrait être associé directement aux négociations.

Fête irlandaise

Communiqué

Fête irlandaise en soutien aux prisonniers du H block luttant pour l'obtention du statut politique à Long Kesh, camp de concentration britannique en Irlande du Nord.

VENDREDI 26 OCTOBRE A 19 HEURES
Salle Martin Luther King
32 rue Olivier Noyer Paris 14e
Mo Alésia ou Pernety
Projection du film : «The patriot game»
Expo photo, affiches, stands et livres
Bouffe à Irish Stew
Groupes folks irlandais «Nuada» et breton «Fubu».
Participation : 15 F.

Comité IRLANDE

le quotidien du peuple

- Directeur politique ..... Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières ..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints ..... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lermet
- Section politique ..... Nicolas Duvallois
- Section internationale ..... Jean-Paul Gay
- Section informations générales .... Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction ..... Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCP N°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

le quotidien du peuple

NIKITINE SYNDICALISTE SOVIETIQUE CONDAMNÉ

Nicolas Nikitine, chauffeur d'engins publics, âgé de 31 ans, était arrêté depuis le 4 août. Son «crime» : être adhérent du deuxième syndicat libre d'Union soviétique, le SMOT. Dès son arrestation, il entamait une grève de la faim qu'il poursuivait pour protester contre la conduite des autorités niant son état de santé alors qu'il est cardiaque.

Lundi 22 octobre, les autorités le faisaient comparaître devant le tribunal de Léningrad pour «*agitation et propagande antisoviétique*». Le verdict tombait très vite : un an et demi de camp à régime normal. C'est la peine minimum et, de ce point de vue, on peut estimer que c'est le résultat d'une mobilisation de l'opinion internationale. Des télégrammes exigeant sa libération sont arrivés des syndicats en France (CFDT, CGT des correcteurs, FO, FEN), de Suisse, d'Angleterre et des USA. Cette mobilisation s'était déjà effectuée lors des procès précédents, en mai et juin dernier, de deux autres membres du SMOT, Skvirski et Volokhonsky, condamnés respectivement à deux ans d'exil intérieur et deux ans de camp.

A quelques mois des jeux olympiques, les autorités soviétiques ont intérêt, pour ne pas mettre en cause l'opération de prestige qu'elles préparent dans la plus grande minutie pour tenter de redorer une image de marque plus que ternie, à ne pas attirer l'attention sur la répression qu'elles opèrent contre l'opposition. Ce n'est certainement pas par hasard que les autorités faisaient comparaître Nikitine le jour même où s'ouvraient les procès de Prague. Elles comptaient sans doute pouvoir le condamner dans un silence relatif au moment où s'organisait une large mobilisation internationale pour obtenir la libération des dissidents tchèques.

Cependant, des informations en provenance du SMOT de Léningrad données par les amis de Nikitine sont alarmantes. Les autorités soviétiques ont placé Nikitine dans la même cellule qu'un prisonnier tuberculeux. Nikitine, affaibli par sa longue grève de la faim, est en danger. Il a affirmé sa volonté d'entreprendre une nouvelle grève de la faim s'il n'était pas immédiatement examiné et traité par un médecin.

Ne serait-ce pas là la nouvelle forme, encore plus inique, que prendrait la répression aujourd'hui en URSS, à quelques mois des jeux olympiques ? Condamner à des peines apparemment plus légères pour ne pas heurter de front l'opinion internationale, mais exposer les opposants détenus à un danger de mort. Notre soutien à l'opposition ouvrière ne doit en être que plus fort.

Joëlle FECLAZ

EXTRADITION DE PACE : VERDICT LE 7 NOVEMBRE

Comme il était prévisible après l'extradition de Piperno, le procureur a demandé l'extradition de Pace, la décision sera rendue le 7 novembre. Le jour même du procès, une manifestation s'est regroupée à Paris pour protester contre les extraditions.

ST-QUENTIN LES OUVRIERS DE MOTOBECANE MANIFESTENT

Mercredi plusieurs centaines de travailleurs de Motobécane, ont manifesté devant le tribunal des référés pour protester contre la demande d'évacuation de l'usine déposée par la direction. Le jugement a été reporté à jeudi.

LE PROTOCOLE D'ACCORD POUR L'UNIFICATION DU PCML ET DU PCRml RENDU PUBLIC

Le protocole d'accord pour l'unification du PCML et du PCRml - dont nous avons publié l'intégralité dans notre précédente édition - a été rendu public mercredi 24 octobre, à l'occasion d'une conférence de presse à laquelle participaient les camarades Max CLUZOT, secrétaire général du PCRml et Jacques JURQUET, secrétaire général du PCML, ainsi que d'autres camarades de la direction des deux partis.

Après la présentation du Protocole d'accord, il a été répondu à plusieurs questions qui portaient sur l'évolution du processus unitaire entre les deux partis, sur les premières étapes de l'application du Protocole d'accord, et sur la nature du Parti qui sera issu de la fusion du PCML et du PCRml.

Le Protocole d'accord, événement décisif et d'une portée irréversible, est en réalité la phase d'aboutissement d'un processus d'unification des marxistes-léninistes engagé depuis plusieurs années déjà. En ce sens, il répond à la fois à un espoir et à une volonté commune d'aller de l'avant, tout en donnant des garanties pour la construction du nouveau Parti sur des bases solides. Espoir, car comme le soulignait le camarade Jacques Jurquet, la classe ouvrière de notre pays aspire à l'unité, elle manifeste son aspiration non seulement à résister à l'offensive de la bourgeoisie, mais aussi à changer cette société. A un moment où existent la division et le désarroi, l'unification des marxistes-léninistes en un seul parti est un atout important pour les luttes d'aujourd'hui et de demain, dans lesquelles il a toute sa place. Le Protocole d'accord, dernière phase avant la fusion des deux partis, est aussi le gage d'une unification solide. Il est l'aboutissement d'un processus qui a permis d'approfondir et de renforcer les convergences politiques et idéologiques entre le PCML et le PCRml, en surmontant progressivement les obstacles qui pouvaient exister. Comme le disait l'éditorial des deux secrétaires généraux publié hier, «*l'existence de deux partis n'a plus de sens tant nos points de vue sont proches* (...) *La fusion des deux partis est une chose possible, et tout à fait nécessaire et urgente*».

Les convergences ont trouvé leur champ d'application au travers des premières mesures définies par le Protocole d'accord. En témoigne l'avancée du processus de fusion des deux journaux, l'*Humanité Rouge* et le *Quotidien du Peuple*, qui d'ores et déjà ont une section internationale commune. En témoigne aussi l'organisation par le PCRml et le PCML d'un meeting commun, ce vendredi 26 octobre, en riposte aux lois racistes de Barre-Bonnet-Stoléru. En témoigne encore, comme l'ont souligné les camarades Cluzot et Jurquet, l'avancée positive des contacts, des discussions politiques et des actions communes au niveau des organismes intermédiaires et des cellules des deux partis. En témoignent, enfin, les activités régulières du Comité pour l'unification, qui regroupe des camarades de la direction des deux partis, sous la conduite des secrétaires généraux, et dont l'importante tâche est de guider l'évolution du processus unitaire, sous la direction des comités centraux respectifs.

Le Parti qui va naître, dans le courant de l'année 1980, de la fusion du PCRml et du PCML ne sera pas la simple addition des forces des deux partis. Tant du point de vue quantitatif que du point de vue qualitatif, il sera un nouveau Parti. Certes, il n'y a rien de mécanique en la matière ; des difficultés objectives subsisteront, qui ne pourront être résolues que progressivement, par exemple en ce qui concerne l'implantation. Mais c'est un nouveau processus qui s'engage, dans des conditions nouvelles. Comme cela a été souligné lors de la conférence de presse, le nouveau Parti ne sera pas que la juxtaposition des deux partis qui fait fusionner. Ainsi le programme du Parti unique sera un programme entièrement nouveau, assimilant l'expérience et les acquis des deux partis tels qu'ils vont être synthétisés par le IV[e] Congrès du PCRml et le IV[e] Congrès du PCML. De la même manière, la «dynamique unitaire» peut et doit entraîner l'adhésion au nouveau parti de tous ces travailleurs qui ressentent aujourd'hui l'impérieuse nécessité de l'existence dans notre pays d'un parti authentiquement communiste.

Comme l'ont souligné les camarades Cluzot et Jurquet, tous les véritables marxistes-léninistes ont leur place dans ce futur Parti, arme indispensable et décisive de la classe ouvrière.

QdP-HR
Nicolas DUVALLOIS

• 67 résidents du foyer SONACOTRA de Mont-St-Martin (Longwy) condamnés à l'expulsion

Dans les tous premiers jours d'octobre, les CRS expulsaient 28 résidents du foyer Sonacotra de Mont-St-Martin près de Longwy. Mercredi, le tribunal ordonnait 67 nouvelles expulsions, soit environ tous les grévistes restant dans le foyer.

L'UIS CFDT s'interrogeait mercredi sur la riposte à apporter à cette très grave menace.

Rappelons que mardi matin, les CRS ont entièrement expulsé 400 résidents d'une tour du foyer de Nanterre. Ce chiffre de 400 résidents jetés à la rue n'avait encore jamais été atteint et est supérieur aux expulsions qu'il y avait eu à Garges le 22 juin dernier.

• Attentats dans la région parisienne

Dans la nuit de mercredi à jeudi, 5 attentats revendiqués par le Front de Libération National Corse ont touché de nombreuses installations dans la région parisienne. A La Courneuve, c'est un dépôt d'essence appartenant à l'armée qui a été incendié, des explosions ont fait des dégâts importants au secrétariat aux Universités, à la Régie Française des Tabacs, dans une station de pompage du Val-de-Marne, ainsi qu'à la gare de triage de Bercy.

• Grève dans l'enseignement technique

Le syndicat CGT de l'Enseignement Technique et Professionnel et le SGEN CFDT organisent le 26 octobre une journée de lutte centrée principalement sur le réemploi des auxiliaires. La situation de l'enseignement technique paraît en effet catastrophique. Selon le SNEPT (CGT), il y aurait 7000 enseignants sans emploi et des milliers d'autres n'auraient qu'un emploi partiel et un salaire en conséquence. Dans une interview, Gérard Montant, le secrétaire général du SNETP CGT explique également que la formation reçue par les jeunes «du technique» est en cause, en particulier l'alternance «*d'un côté, on oriente vers les filières qui conduisent au mieux à la formatio d'O.S., de l'autre on façonne le milieu éducatif pour atténuer la formation des ouvriers qualifiés, pour en réduire le nombre aux stricts besoins actuels et pour en abaisser la valeur, afin là encore de jouer sur les classifications. Il est faux de dire que l'alternance mise en place améliorera la formartion en LEP (CET). Ce n'est pas le but recherché* (...)»

LA LOIRE POLLUEE AU CHLORE

Après avoir protesté par voix de pétition, les habitants de Joué-lès-Tours, regroupés dans une association de riverains ont décidé de passer à l'action. Jeudi dernier, ils ont occupé l'usine fabricant des produits à base de chlore, à l'origine de la pollution de la Loire. Lundi ils ont obtenu l'arrêt de la fabrication du bromophos, le produit incriminé.

PETROLE EN VUE DES COTES DE LA CORSE

Une nappe de pétrole a été repérée mardi au large d'une plage au sud de Bastia, et placée «*sous surveillance*».